

FRATERNITÉ ET POLITIQUES PUBLIQUES LOCALES

Loïc Gachon

12/06/2025

Les trois piliers de la devise républicaine Liberté, Égalité, Fraternité nous semblent indissociables. Pourtant, celui relatif à la fraternité est le plus fragile, comme un concept singulier renvoyant par trop à l'intime pour trouver un véritable prolongement politique, nous dit Loïc Gachon, maire de Vitrolles, dans cette nouvelle note de notre série sur la fraternité pilotée par Florian Bercault et Olivia Fortin. Pour lui, ce pilier qu'est la fraternité ne se décrète pas seul, mais doit se vivre à plusieurs et il appartient aux politiques locales, au plus près d'hommes et de femmes, de lui donner corps et sens.

La devise de la République – triptyque proclamé par la façade de l'école, par le fronton de la mairie – nous exhorte à considérer ensemble ses trois piliers. Solidaires et indivisibles, imbriqués dans leur rythme ternaire, ils nous paraissent indissociables. Pourtant, entre les deux premiers, semble se jouer un équilibre tendu comme si « Liberté » et « Égalité », campés sur leurs positions solides, se surveillaient réciproquement du coin de l'œil. « Fraternité », comme à côté, paraît détaché des contingences matérielles de la société pour nous inviter à l'utopie.

Évoquer la place de « Fraternité » dans les politiques publiques renvoie donc à interroger le pilier le plus fragile de notre devise républicaine. Non pas que les piliers « Liberté » et « Égalité » soient des évidences : ils génèrent de multiples interrogations sur la manière de les concrétiser dans l'action. Mais disons qu'ils ont bénéficié, au cours des deux siècles passés, de multiples tentatives de mise en œuvre, l'un avec l'autre, l'un sans l'autre, l'un contre l'autre...

« Fraternité » reste à part, comme un concept singulier renvoyant par trop à l'intime pour trouver un véritable prolongement politique. Le mot lui-même, dérivé du latin *frater*, renvoie à l'appartenance familiale et donc au domaine privé qui ne saurait concerner les politiques publiques. Néanmoins, dès l'origine, *frater* et, plus encore, la forme grecque *phrater* ont aussi un sens politique, renvoyant à des groupes de citoyens liés par une communauté de destin au sein de la cité.

Alors, si l'on se tient à cette approche de « Fraternité », si l'on met de côté les prolongements génétiques ou religieux que le terme peut produire, si l'on se fonde sur sa seule acception politique et sur la fabrication de communs qu'elle implique, « Fraternité » devient le pilier d'une vision très actuelle des enjeux de notre République, le moyen d'une résistance aux mécanismes de repli, aux tentations d'exclusion qui marquent si profondément notre temps présent.

« Fraternité », c'est la valeur du lien

« Liberté » semble se matérialiser d'autant mieux qu'on est seul. Les liens aux autres, comme autant d'entraves, semblent constituer une restriction à la liberté. « Égalité » implique une mise à distance de l'autre pour permettre la comparaison. C'est dans l'écart entre individus, entre catégories, entre classes sociales différentes que s'interroge l'égalité.

« Fraternité », en revanche, réside dans le lien, dans la relation à l'autre, la capacité de se rencontrer, d'être ensemble malgré tout, dans un lieu commun, dans un moment commun, pour faire « quelque chose » en commun.

Nous sommes des êtres sociaux, et nous sommes pour la plupart ancrés sur un territoire auquel nous avons le sentiment d'appartenir, dans lequel nous nous reconnaissons. Peut-être d'autant plus que le rôle fédérateur et intégrateur de la Nation s'est affaibli au cours des dernières décennies. Habiter un territoire, c'est donc partager une communauté de destin avec les autres habitants. C'est un lien souvent discret, mais profond et solide qui relie ceux qui éprouvent ce sentiment d'appartenance.

Ce lien se développe souvent à une échelle ultra-locale, au sein d'un réseau de voisinage, autour d'un équipement de quartier, sous l'égide d'une association. Il renvoie à des réseaux d'entraide et de solidarité qui le plus souvent rassemblent des hommes et des femmes qui se ressemblent, d'âges et de classes sociales comparables, résidant dans le même quartier, la même rue... Ce sont des réseaux précieux, mais qui peinent souvent à dépasser cette forme d'entre-soi, qu'il soit choisi ou subi.

Dès lors, faire vivre « Fraternité » est un enjeu de politique locale. Il renvoie à la capacité d'un territoire à développer des moyens pour mieux vivre ensemble en harmonie. Il implique de cultiver une identité collective inclusive, dépassant les sentiments d'appartenance catégoriels pour valoriser ce qui nous rassemble, ce qui fait sens pour la communauté. C'est l'enjeu de l'accueil, qui permet à une communauté mouvante de grandir, de s'élargir, d'y intégrer ses enfants et ses jeunes, d'y intégrer ceux qui viennent d'ailleurs, du village voisin ou de l'autre côté de la planète.

On peut alors créer ou développer des lieux, des moments, des références communes qui fondent l'esprit de fraternité au niveau local. On peut entretenir, cultiver ce sentiment d'être les uns envers les autres, plus liés qu'avec le reste du monde, et donc que ce qui nous lie est plus fort que ce qui nous distingue.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Des lieux de fraternité

Fabriquer des lieux de fraternité qui favorisent la rencontre entre humains issus de quartiers différents, de catégories sociales différentes, d'âges différents ne va pas de soi. Il peut s'agir d'un espace extérieur comme d'un bâtiment public ou plus difficilement privé, mais il doit remplir quelques conditions préalables.

Un lieu de fraternité doit être accessible. Il s'agit pour chacun de pouvoir s'y rendre sans effort particulier, sa localisation doit relever de l'évidence. Naturellement, il est plus proche des habitants les moins mobiles du territoire pour leur permettre d'y venir avec plus de facilité. Il est ouvert à tous, sans contrainte, sans complexité, un lieu accueillant et rassurant, visible de loin. Il ménage aussi des vues lointaines et des transparences pour que, lors d'une première visite, l'on puisse s'en faire une représentation avant d'y être arrivé.

Il doit naturellement être beau. La beauté peut sembler relever de la subjectivité, même si, en matière d'aménagement et d'architecture il semble assez facile d'identifier ce qui fait débat et ce qui fait consensus. Disons que ce lieu doit plutôt rechercher le consensus sans tomber dans le quelconque. Il doit s'agir d'un lieu d'exception qui assume son attractivité. Ce lieu doit valoriser ses visiteurs. On s'y sent considéré, on s'y sent plus important parce qu'on y est.

Il doit être vaste, à l'échelle de la communauté qu'il entend fédérer dans un esprit de fraternité. Il doit néanmoins ménager des espaces d'intimité, car il ne s'agit pas d'être les uns sur les autres dans une promiscuité forcée. La fraternité nécessite sans doute une forme d'approvisionnement, pouvoir se rapprocher peu à peu, tels le Petit Prince et son renard. Et donc avoir la place de se tenir

à distance, de s'observer et de se rencontrer fortuitement.

Des moments de fraternité

Le fait de disposer de lieux favorables à l'expression de la fraternité ne la permet pas forcément. Il appartient aux politiques publiques de rendre la rencontre possible. Les écoles, lorsqu'elles sont appuyées sur une carte scolaire qui assume une réelle mixité sociale, mais plus encore les structures de loisirs pour les enfants peuvent être des lieux pertinents d'éducation à la fraternité, de découverte de l'autre. Cet apprentissage dès le plus jeune âge peut avoir, et a sans doute, un impact sur les vies d'adulte.

Développer des moments qui mêlent une population dans toute sa diversité, de genre, d'âge, de condition sociale, de quartier de résidence relève du défi. Nombreux sont les freins qui cloisonnent, qui segmentent et qui éloignent les publics. Dans les offres culturelles ou les animations qu'une politique locale peut proposer, le spectacle qui rassemble, l'événement qui croise des publics différents est difficile à trouver : trop élitiste ou conceptuel, trop « populaire », pas assez original, trop scolaire... Mille raisons réelles ou présumées pour qu'une partie de la cible ne se sente pas la bienvenue, pas concernée ou pas considérée.

La réponse, la tentation classique, tout en relevant d'une politique culturelle complexe et ambitieuse, c'est la diversité de l'offre, pour que chacun puisse s'y retrouver. Au cours de l'année, une grande diversité de public aura fréquenté les propositions publiques. Cette stratégie conduit souvent à voir une même catégorie de public s'accaparer la plupart des propositions, y compris celles qui ne lui étaient pas particulièrement destinées. Par ailleurs, en admettant que la stratégie fonctionne, on aura réussi à toucher des publics variés, mais en aucun cas à développer du lien entre eux et à construire des moments de fraternité.

Le point de départ pour réussir est sans doute de choisir, dans l'année, quelques propositions simples et fédératrices, gratuites ou peu onéreuses, en extérieur ou dans un lieu très accessible et bien identifié. Il s'agit d'organiser, autour de ces moments, un travail ample de communication pour faire savoir à tous que la proposition existe. Il faut nécessairement entreprendre parallèlement un travail volontariste de médiation spécifique vers ceux qui sont géographiquement ou sociologiquement les plus éloignés de ce qui est proposé pour les convaincre qu'ils font partie des invités.

C'est une ambition au long cours qui implique que, tout au long de l'année, et d'une année sur l'autre, soient posés des rendez-vous. C'est le renouvellement de l'invitation, ce moment prévu à l'avance

où l'on sait que l'on est invité, que l'on pourra se rencontrer, qui fait, à terme, son succès. C'est aussi, pour l'organisateur, la possibilité d'observer, de corriger, de penser des stratégies spécifiques pour élargir les publics de l'événement et viser à chaque édition une meilleure représentativité sociologique de la diversité de la population.

Références communes

Faire vivre à l'échelle locale l'esprit de fraternité implique de rendre lisible une trajectoire commune, une dynamique globale et partagée. Cela implique de pouvoir s'appuyer sur une gamme la plus large possible de références communes. Celles-ci constituent en effet autant de leviers pour permettre à la population, dans toute la diversité de sa composition, de prendre conscience de son « destin » commun. Il peut s'agir d'éléments du paysage ou du patrimoine, de moments d'histoire locale particulièrement marquants, d'événements récurrents inscrits dans l'identité et les représentations locales.

Pour des territoires à l'identité forte, stable et ancrée, le « destin » collectif ne fait que peu de doute. Il est fréquent que l'on y partage des moments intenses, brassant des populations variées, autour d'événements culturels, festifs ou de rendez-vous sportifs. La mise en œuvre de politiques publiques locales visant la fraternité peut s'y appuyer sur de multiples leviers.

Pour des territoires plus fragiles, à l'identité plus floue, soumis à des mutations brutales, la mobilisation de politiques locales de fraternité est plus difficile, mais sans doute plus nécessaire. Les points d'appui y sont rares. Il convient alors de structurer des références communes à la plus grande partie de la population, de les mettre en partage et de permettre à tous ceux qui ne s'y reconnaissent pas d'adhérer progressivement aux récits communs. Les rites de passage autour de la scolarité, qui touchent l'ensemble d'une classe d'âge année après année, peuvent être un bon support. La valorisation de lieux favorisant la rencontre, la création de rendez-vous saisonniers, l'exploitation de ce qui paraît singulier et différenciant pour le territoire, à condition que ce soit partagé, contribuent à l'expérience et à la mémoire collectives, creuset de la rencontre.

Dans une ville comme Vitrolles, ni grande, ni petite, une ville grandie trop vite et au patrimoine historique rare, trop proche d'Aix-en-Provence ou de Marseille pour constituer un pôle d'équilibre, trop loin pour faire partie intégrante de leurs dynamiques, dans une ville comme Vitrolles marquée par ce sentiment d'être périphérique, faire vivre « fraternité » est un enjeu de survie. Le sentiment dominant de vivre au bord, à côté de ce qui est important, frappe de plus en plus de territoires dans notre pays. Cette impression conduit le plus souvent à une forme de rancœur et d'inquiétude, un sentiment d'être isolé et méprisé. Faire vivre « Fraternité » c'est montrer à chacun que le territoire

de vie est une aventure collective riche et forte.

Certes, en valorisant l'identité locale, le risque existe de voir se développer « l'esprit de clocher », ce chauvinisme délétère qui exclut, qui repousse. Il peut s'ériger des murs, se creuser des fossés qui séparent les habitants et les autres, les anciens et les nouveaux. Il appartient donc aux politiques publiques de garantir la capacité d'ouverture, la dimension inclusive de « Fraternité ».

Il y a donc des politiques de fraternité plus ou moins inclusives et solidaires, plus ou moins connectées à « Égalité ». Il y a donc des politiques de fraternité plus ou moins ouvertes, laissant le choix aux habitants d'y entrer ou de ne pas y entrer, plus ou moins connectées à « Liberté ». Ainsi, dans cette optique, « Fraternité » n'est plus le rêveur isolé dans le triptyque républicain, mais bien en dialogue avec « Liberté » et « Égalité » qui viennent en préciser les contours et corriger les dérives. « Fraternité », c'est faire société, c'est faire équipe. « Fraternité », c'est être fier ensemble de notre appartenance et de nos valeurs. « Fraternité » ne se décrète pas seul, mais se vit à plusieurs et il appartient aux politiques locales, au plus près d'hommes et de femmes, de donner corps et sens au troisième pied du triptyque républicain.